

AVERTISSEMENTS :

- Ce document type n'a aucune valeur réglementaire. Le demandeur garde l'entière responsabilité de son étude. Le service instructeur se réserve la possibilité de demander tout élément complémentaire qu'il jugera nécessaire à l'instruction après la lecture du dossier.
- **Le document doit rester complet** (ne pas enlever de parties), à l'exception du point 7, paragraphe B qui peut être adapté (rayer les parties concernant d'autres types de travaux).
- Le dossier comprend **7 points indispensables dont il est demandé de respecter l'ordre** pour faciliter le remplissage et l'instruction. Le document doit être **signé en dernière page**. **Le déclarant s'engage à respecter l'ensemble de sa déclaration**, qui doit donc être précise.
- **Il convient donc de déposer le dossier suffisamment à l'avance** : Après dépôt du dossier complété et signé, le Préfet (représenté par la DDT) dispose de **2 mois** pour s'opposer au projet ou demander des compléments. Après réception des compléments le Préfet dispose encore de 2 mois pour s'opposer au projet. Le Préfet peut également faire un arrêté de prescriptions spécifiques.

Il convient d'utiliser un document datant de moins d'1 an (voir date en pied de page)

Dossier de Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau

Ce document type ne peut être utilisé que pour les travaux mineurs en cours d'eau pour les rubriques :

3.1.5.0-2°

et éventuellement **3.1.2.0-2°** à condition que la longueur concernée soit **inférieure à 10 m**

(et si aucune autre rubrique n'est concernée. Si d'autres rubriques sont concernées ou si la 3.1.2.0-2° est concernée pour une longueur entre 10 et 100 m, ce document simplifié ne peut pas être utilisé)

Références Réglementaires : [Articles R214 - 1 à R214 - 56 du Code de l'environnement.](#)

Dossier à déposer en **1 exemplaire papier ET sous forme numérique** (signée et couleur)

à adresser à la

Direction Départementale des Territoires
Service de l'Environnement et des Risques (SER) / **courrier n° 133**
Bureau de la Police de l'Eau – Milieux Physiques Superficiels
22 à 26 avenue Dutac
88026 ÉPINAL CÉDEX
Tél. : 03.29.69.12.06

mail pour l'**envoi du dossier sous forme numérique (pdf)** :

ddt-ser@vosges.gouv.fr

ou

pour les gros fichiers, via les sites : <https://wettransfer.com/> ou <https://melanissimo-ng.din.developpement-durable.gouv.fr/>

INFORMATION : Définition d'un cours d'eau (issue de l'article L215-7-1 du Code de l'environnement, de la jurisprudence du 21 octobre 2011 du Conseil d'État et de l'instruction du Gouvernement du 3 juin 2015) :

Le législateur a reconnu trois critères cumulatifs pour l'identification de cours d'eau :

- **Un débit suffisant une majeure partie de l'année :**

Le cours d'eau est un milieu caractérisé par un écoulement non exclusivement alimenté par des épisodes pluvieux locaux. À noter que certains cours d'eau ont des écoulements naturellement intermittents.

- **L'alimentation par une source :**

Un cours d'eau, même s'il ne coule pas toute l'année, doit donc être alimenté par au moins une autre source que les seules précipitations. **Cette source n'est pas nécessairement localisée.** Elle peut être ponctuelle, à l'endroit où la nappe jaillit, mais ce peut aussi être l'exutoire d'une zone humide diffuse, notamment en tête de bassin.

- **L'existence d'un lit naturel à l'origine :**

Les cours d'eau fortement anthropisés (tels que les cours d'eau canalisés ou recalibrés) doivent être considérés comme des cours d'eau, même si la modification substantielle a pu lui faire perdre sa vie aquatique ou un substrat spécifique. Des bras artificiels peuvent également être considérés comme des cours d'eau (à l'abandon et en voie de renaturation ou captant la majeure partie du débit).

À noter : Une cartographie des cours d'eau a été réalisée sur une partie du département, accessible au lien suivant :

<https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=c3655629-d4f1-43f6-90ef-ff2942e848f3>

Pour plus d'information, voir également le site Internet : <https://www.vosges.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eau/Cartographie-des-cours-d-eau/Cartographie-et-identification-des-cours-d-eau/Cartographie-et-identification-des-cours-d-eau>

et la fiche d'information : [https://www.vosges.gouv.fr/contenu/telechargement/24857/173428/file/Fiche+03 Cours Eau V7 MAJ2022.pdf](https://www.vosges.gouv.fr/contenu/telechargement/24857/173428/file/Fiche+03+Cours+Eau+V7+MAJ2022.pdf)

Consignes de remplissage :

- Remplir les **encadrés**,
- Cocher les **cases** concernées,
- Joindre les **annexes** listées

1) Le demandeur :

Organisme : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DES VOSGES**

Nom du représentant légal : **VANNSON** – Prénom : **François**

N° de SIRET (commune, entreprise, etc.) ou date de naissance (pour un particulier) :
22880001700011

Adresse : **8 rue de la Préfecture**

Code Postal : **88000** Comm : **EPINAL**

Téléphone fixe : **03.29.29.88.88** Portable : **06.23.94.29.24**

Adresse mail :
mfricot@vosges.fr

Affaire suivie par (Nom, téléphone et mail direct) :
**Mme FRICOT Mathilde
06.23.94.29.24
mfricot@vosges.fr**

2) Emplacement du projet :

Commune(s) concernée(s)	Lieu-dit	Parcelle(s) concernée(s) (Section et n° parcelle)	Propriétaire (si différent du pétitionnaire joindre accord du propriétaire ou justificatif de procédure)
VENTRON		Domaine Public	Conseil Départemental des Vosges

Nom du cours d'eau	Catégorie piscicole * (1 ^{ère} ou 2 ^{ème})	Longueur de cours d'eau concernée par les travaux	Largeur moyenne
Ruisseau de Ventron	Cours d'eau de 1^{ère} catégorie	9.30 ml	5.00 ml

* : voir arrêté 619/2013 du 4 décembre 2013 disponible en mairie ou sur le site Internet de l'État

3) Rubrique(s) correspondante(s) de la nomenclature :

3.1.5.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens :		
2° autres cas que destruction de plus de 200 m ² de frayères	D	<input checked="" type="checkbox"/>
3.1.2.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, [...], ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau inférieure à 10 m.	D	<input type="checkbox"/> (cocher le cas échéant)

Attention, selon la nature de votre projet, d'autres rubriques de la nomenclature peuvent être concernées. Dans ce cas, ce dossier ne pourra pas être utilisé pour votre demande.

4) Descriptif résumé

Objet de la déclaration (exemples : réparation d'un pont, pose d'une buse cadre ...) :

Les travaux consistent à remplacer la voûte existante par un tablier en béton, et sécuriser l'ouvrage (obstacles latéraux créés par les parapets en pierres).

Résumé non technique du projet (détailler l'objet) :

Suite aux différentes visites annuelles, il apparaît de nombreux désordres sur l'ouvrage de type voûte. Afin d'assurer sa pérennité, la voûte en pierres, sera détruite, pour faire place à un tablier en béton armé, avec un encorbellement à l'aval de l'ouvrage, permettant d'élargir la giration et le passage des modes doux en toute sécurité.

5) Etat initial – enjeux environnementaux

Caractéristiques du cours d'eau au niveau du projet : *cocher au moins une case par ligne*

- Profondeur moyenne du cours d'eau (hauteur du fond du lit à la berge) :
- Régime de l'eau : eaux calmes ; eaux vives.
- Nature des fonds : blocs ; graviers ; sable ; limon ; argile en bancs.
- Berges (Si les 2 berges ont des faciès différents, cocher les cases correspondant à chaque berge) :
 Plates (<5°); inclinées (5 à 30°); très inclinées (30 à 70°) ; à pic (>70°)
- Nature des berges : naturelles ; enrochées ; bétonnées ; Autre :
- Végétation présente sur les berges : Arbres ; Arbustes ; Herbes ; Aucune
- Le lieu du projet comprend-il une zone de frayère et/ou une cache à poissons ? oui non
L'avis de l'Office Français de la Biodiversité (OFB - Coordonnées au chapitre 10) ou de l'association de pêche locale (contacter la Fédération de pêche au 03.29.31.18.89 ou voir le site www.peche88.fr) pourra utilement être demandé par le pétitionnaire.

Caractéristiques du cours d'eau en amont et en aval du projet si différent :

Données environnementales :

Les données ci-dessous peuvent être consultées sur les 2 sites internet suivants :
<https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=03ba65a0-71f4-4e17-996c-faa723abe733> et <https://www.grand-est.ars.sante.fr/la-protection-des-captages-deau-potable>

L'emplacement des travaux est t-il ? :

Dans une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique)	<input type="checkbox"/>	Nom de la zone :
Dans un ENS (Espace Naturel Sensible)	<input type="checkbox"/>	Nom de la zone :
Dans une ZICO (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux)	<input type="checkbox"/>	Nom de la zone :
Dans un périmètre de protection de captage d'eau potable	<input type="checkbox"/>	Nom du captage :

☛ Selon le cas, un dossier complémentaire pourra être demandé.

Évaluation des incidences Natura 2000 (EIN) - Obligatoire pour tous les dossiers : cocher UNE case	
Je déclare que mon projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur le site Natura 2000 le plus proche	<input checked="" type="radio"/> <p>Après avoir identifié la position de mon projet par rapport au site Natura2000 le plus proche sur le site : http://www.geoportail.gouv.fr/carte</p> <p>1/ renseigner l'adresse 2/ cliquer sur le logo à droite carte en cours 3/ + de données : sélectionner « Développement durable, énergie » puis « espaces protégés » 4/ cliquer Sites Natura 2000 (Directive oiseaux et directive Habitats et + fond du carte Plan IGN</p> <ol style="list-style-type: none"> Je joins une carte avec mon projet et le site Natura 2000 le plus proche J'expose les raisons pour lesquelles mon projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur le site Natura 2000 le plus proche : <div style="background-color: yellow; height: 100px; width: 100%;"></div>
Mon projet est susceptible d'avoir une incidence sur un site Natura 2000	<input type="radio"/> <p>Je joins en annexe une EIN conforme aux articles R414-23 II et suivants du Code de l'Environnement (pièce jointe n°7)</p>

Recherche et caractérisation des Espèces Exotiques Envahissantes (Renouées du Japon, Balsamine de l'Himalaya, Jussie, Ambrosie, Écrevisses ou poissons ...). Plus d'informations sur : https://especes-exotiques-envahissantes.fr/wp-content/uploads/2023/07/Recueil_A4_reduit.pdf

Flore	Faune
	Un diagnostic environnemental a été réalisé, et il conclut en l'absence de présence d'espèces protégées dans l'ouvrage et au droit du cours d'eau. (Diagnostics à retrouver en annexe (Pièce jointe 6) au dossier)

6) Application de la séquence « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC)

La réglementation exige d'éviter en priorité les impacts sur les milieux aquatiques, de réduire ceux ne pouvant être évités et de compenser les impacts résiduels.

Expliquer la raison des travaux, le problème éventuel :

La structure de l'ouvrage (voûte), les désordres apparents (disjointoiement général de la voute et des culées, traces de calcite et d'humidité sous la voûte et les piédroits, cavités sous voute), et les caractéristiques géométriques (absence d'accotement, mur parapet, ouvrage surchargé) ne permettent pas de conserver l'ouvrage existant.

Il est donc proposé de démolir la voute existante, de conserver les deux culées, et de réaliser un nouveau tablier en béton armé avec un encorbellement à l'aval, qui permettra d'adapter la largeur de chaussée, au trafic des véhicules et des cyclistes sur la route départementale D43, au niveau de ce point singulier (manque de giration actuellement).

Les travaux permettront également de mettre en œuvre une étanchéité générale sur l'ouvrage, et installer des garde-corps en acier de type S8, permettant la sécurité des piétons.

Quelles alternatives ont été étudiées, notamment celles permettant d'éviter l'impact sur le cours d'eau (autres solutions techniques, choix de l'emplacement ...) ?

Il a été envisagé une réparation sans destruction de la voûte, et ainsi sans mise en place d'échafaudages dans le cours d'eau. Mais l'ouvrage nécessite la mise en œuvre d'une étanchéité et un élargissement de la chaussée pour la sécurité des différents usagers.

Si les travaux ont pour objectif de remédier à un problème, quelles seraient les solutions à plus long terme ?

Aucune autre solution technique n'est envisageable, la solution la plus pérenne consiste à conserver les culées de l'ouvrage, et construire un nouveau tablier.

Raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi ces alternatives :

La solution du tablier en béton armé est la solution la plus adaptée permettant un élargissement de l'ouvrage en partie haute, ainsi que la mise en œuvre d'une étanchéité générale sur l'ouvrage.

Mesures de réduction d'impact (en plus des mesures prévues au chapitre 10) :

Les terrassements seront limités à l'emprise du projet, et le profil en long du cours sera conservé (aucune intervention dans le lit du ruisseau).

Mesure de compensation (exemple remise en place de végétation arbustive sur les berges) :

Compatibilité SDAGE et contribution aux objectifs du Code de l'Environnement :

Le déclarant s'engage à ce que les travaux envisagés soient compatibles avec le SDAGE concerné par le projet (selon le lieu, SDAGE Rhin-Meuse ou SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse et déclare que les travaux contribuent à l'atteinte des objectifs du Code de l'Environnement (L211-1 et D211-10).

Les textes complets des SDAGE sont disponibles sur les sites suivants :

- SDAGE Rhin et Meuse : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/les-sdage-des-districts-rhin-et-meuse-2022-2027>
- SDAGE Rhône Méditerranée : <https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion-de-leau/sdage-2022-2027-en-vigueur>

7) **Descriptif détaillé des travaux**

Expliquer la nature du projet, le déroulement des travaux, les matériaux utilisés et préciser impérativement toutes les cotes (longueur, largeur, hauteur).

Travaux préparatoires :

Préciser les opérations de préparation du chantier :

Signalisation et installation du chantier,
Réalisation de batardeaux à l'amont et à l'aval,
Mise en place de collecteurs de diamètre 600mm à l'axe de l'ouvrage,
Pompage des eaux résiduelles au droit des terrassements et rejet sur berges.

Sauf justification précise, une (ou des) pêche de sauvegarde des espèces piscicoles sera réalisée pour éviter la mortalité de ces espèces pendant toute la durée du chantier (se rapprocher de la fédération de pêche ou d'un autre organismes spécialisé). Le poisson récolté sera déversé dans les eaux libres les plus proches et à l'amont du chantier. Justification précise de l'absence de nécessité de pêche de sauvegarde (liée à la configuration du site uniquement) :

Les batardeaux seront réalisés de l'amont vers l'aval, permettant une fuite des espèces lors de leur mise en œuvre.

Travaux objet du projet : (compléter en précisant notamment les caractéristiques : dimensions, matériaux employés, granulométrie des matériaux, etc.)

Mise en place de la signalisation et installation de chantier,
Implantation et repérage des points de nivellement caractéristiques du projet,
Installation d'un platelage pour la démolition du tablier et pour le coffrage du futur tablier et des corniches,
Démolition de la voûte en conservant les piédroits,
Coffrage, ferrailage et mise en œuvre de béton pour la réalisation des rehausses de piédroits,
Terrassement en vue de la réalisation des retombées d'about de tablier,
Mise en œuvre d'un béton de propreté épaisseur 10cm mini sous tablier,
Coffrage, ferrailage et mise en œuvre de béton pour la réalisation du tablier et des retombées,
Fourniture et mise en œuvre de l'étanchéité par feuille préfabriquée avec pose d'un solin en relevé,
Pose des bordures de trottoir T2 en granit,
Pose d'enrobé de protection d'étanchéité ép. 7cm,
Remblaiement en grave 0/80, avec pose de drain Ø100 au droit des retombées,
Fourniture et mise en œuvre de structure de chaussée :

- Grave 0/31.5 épaisseur variable
- GB4 sur 11cm
- EB10 sur 6cm

Fourniture et mise en œuvre de la structure de trottoir en grave 0/31.5,
Fourniture et mise en œuvre de l'enrobé de trottoir BBCS 0/6 épaisseur 5cm,
Fourniture et pose d'un garde-corps S8 fixé par platines avec extrémités arrondies,
Réalisation d'un enrochement à l'aval, rive gauche et rive droite, pour le maintien des terres et la protection de la corniche,
Remise en état des terrains, aux droit des talus aux abords de l'ouvrage par de la terre végétale et engazonnement,
Réalisation du plan de récolement

Type d'engin(s) utilisé(s) :

Engins de type pelle mécanique et camion, travaillant depuis les rives.

Types d'interventions dans la zone du chantier :

<i>sur les berges :</i>		
Élimination des arbres et arbustes	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : _____
Terrassement	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : _____
Remblais	<input type="checkbox"/>	Surface concernée : _____
Enrochements	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : 5.00ml d'enrochements à l'aval de l'ouvrage pour le maintien des berges.
Autres (à préciser)	<input type="checkbox"/>	
<i>sur le lit :</i>		
Fouille	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : _____
Reprofilage	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : _____
Création de seuil temporaire	<input type="checkbox"/>	Hauteur du seuil : _____
Autres (à préciser)	<input type="checkbox"/>	

<u>Sur la qualité de l'eau :</u>		
Emploi de ciment	<input checked="" type="checkbox"/>	Mesures à détailler pour prévenir les pollutions : <input type="checkbox"/> Emploi d'un ciment spécial cours d'eau ou <input type="checkbox"/> Précautions particulières : <div style="background-color: yellow; height: 40px; width: 100%;"></div>
Coffrage en lit mineur	<input type="checkbox"/>	
Modification de l'écoulement	<input type="checkbox"/>	
Autres (à préciser)	<input type="checkbox"/>	

Modalités d'intervention : *cocher au moins une case par colonne*

<input checked="" type="checkbox"/> Chantier en eau :	<input type="checkbox"/> engin travaillant depuis les rives <input type="checkbox"/> engin dans le lit du cours d'eau (à limiter et justifier ci-dessus) <input type="checkbox"/> autres (à préciser) : <div style="background-color: yellow; width: 150px; height: 15px;"></div>
<input checked="" type="checkbox"/> Chantier hors d'eau :	<input type="checkbox"/> par mise en place de batardeau et pompage <input type="checkbox"/> par mise en place de batardeau et tuyaux <input type="checkbox"/> autres (à préciser) : <div style="background-color: yellow; width: 150px; height: 15px;"></div>

Gestion des déchets :

Volume et destination des déblais :

250.00 m³ de déchets en décharge

Nature et destination des déchets générés :

Déblais et terrassements évacués en décharge

Travaux de remise en état des lieux :

Les accotements hors ouvrage seront remis à niveau en terre végétale,
Les matériaux constituant les batardeaux seront enlevés.
Au droit des berges, la remise des terres se fera à l'identique de l'état actuel.

Moyens de surveillance (techniques, humains : préciser noms et coordonnées téléphoniques) :

- Pendant les travaux :

La surveillance du chantier sera effectuée par M. MALE Olivier, Responsable Exploitation et Entretien Routier (REER) au CEP de GERARDMER. Ses coordonnées téléphoniques sont les suivantes : 06.30.83.13.89

La surveillance du chantier sera assurée pour les aménagements projetés par le Conseil Départemental des Vosges, qui fera appliquer les dispositions du cahier des charges et des obligations découlant du dossier de déclaration au Titre de la Loi sur l'Eau.

Lorsque l'entreprise ne sera pas présente sur le chantier (week-end et nuit) une information sera diffusée à la veille qualifiée du Conseil Départemental, le RI (Responsable d'Intervention) sera à même, en fonction des conditions climatiques, de faire intervenir une équipe (ou prévenir l'entreprise) en vue de surveiller ou l'enlever d'éventuelles embâcles.

La surveillance des travaux permettra notamment de s'assurer que les risques de pollution accidentelle pendant les travaux, potentiellement liés à la présence d'engins de travaux publics à proximité immédiate du ruisseau, seront limités par des mesures préventives : bon entretien des engins, nettoyage régulier du chantier, absence de stockage de matières polluantes, gestion des déchets sur le chantier.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution ou un désordre dans l'écoulement des eaux, toutes les dispositions nécessaires seront prises pour en limiter les effets et éviter qu'il ne se

reproduise : Si nécessaire les travaux seront interrompus. Le Préfet et les maires des communes concernées seront prévenus dans les meilleurs délais, ainsi que les pompiers si nécessaire.

- Après les travaux :

Contrôles :	Périodicité
De la tenue des ouvrages	Une visite annuelle et une visite supplémentaire après des conditions climatiques exceptionnelles, ou après repérage d'indices de dégradation, lors de passage d'agents d'entretien du Conseil Départemental.
Du bon écoulement des eaux	Lors des visites sus-citées
Autre : 	

Calendrier de réalisation prévisionnel :

Travaux programmés à compter du 1er avril 2025, pour une durée de 4 mois.

8) ANNEXES à joindre impérativement au dossier

PIÈCE JOINTE n° 1 : copie de la carte IGN au 1/25 000^{ème} avec indication de l'emplacement du projet et de tous les ouvrages relatifs à ce projet.

PIÈCE JOINTE n° 2 : extrait de plan cadastral récent avec indication de l'emplacement du projet et de tous les ouvrages relatifs à ce projet (tracer le cours d'eau si non apparent).

PIÈCE JOINTE n° 3 : photos récentes et numérotées du site du projet (vue d'ensemble, fond du lit, berges, zones de frayères), de l'amont et de l'aval immédiat. Les numéros seront positionnés sur les plans.

PIÈCE JOINTE n° 4 : schémas en coupe, en long et en plan avec toutes les cotes et dimensions (pour illustrer le point 3), état initial et état futur + en phase travaux si nécessaire pour la compréhension.

PIÈCE JOINTE n° 5 : Extrait de carte avec la position du projet et du site Natura 2000 le plus proche ou évaluation des incidences Natura 2000 (cf. § 4-B)

Seulement si le pétitionnaire n'est pas propriétaire de la parcelle : PIÈCE JOINTE n° 6 : accord du propriétaire ou justificatif de procédure

Seulement si le projet est susceptible d'avoir une incidence sur un site Natura 2000 : PIÈCE JOINTE n° 7 : Évaluation des Incidences Natura 2000 conforme aux articles R414-23 II et suivants du Code de l'Environnement

9) Autres demandes déposées : le cas échéant, indiquer si des demandes d'autorisation ou des déclarations ont déjà été déposées pour le projet avec la date de dépôt et l'organisme auprès duquel elles ont été déposées (exemple : permis de construire, demande de défrichement ...) :

PIECES JOINTES N°3

→ les photos sont identifiées et positionnées sur le plan topographique (pièce jointe n°2)



PHOTO 1 – Vue de l’aval de l’ouvrage



PHOTO 2 – Vue de l’amont de l’ouvrage



PHOTO 3 et 4 – Photos sous l’ouvrage



PHOTO 5 – Photo de l’amont du ruisseau



PHOTO 6 – Photo de l’aval du ruisseau

10) Prescriptions à respecter impérativement :

A/ Remarques communes à tous les types de travaux

Les travaux dans le lit mineur des cours d'eau de première catégorie piscicole ne se feront qu'entre le 1^{er} avril et le 31 octobre.

Les installations et ouvrages seront conçus et réalisés selon les règles de l'art. Notamment, ils résisteront à l'érosion des eaux, resteront stables en crue et en décrue, seront munis de dispositifs de drainage interne pour évacuer les eaux d'infiltration susceptibles de les déstabiliser. Un traitement approprié de la fondation sera le cas échéant mis en œuvre.

L'implantation des ouvrages et travaux prendra en compte les spécificités environnementales locales. Elle ne sera notamment pas de nature à perturber les zones du milieu terrestre ou aquatique, présentant un intérêt floristique et faunistique, et n'engendrera pas de perturbation du régime hydraulique du cours d'eau et de l'écoulement naturel des eaux susceptible d'aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont. Le projet n'entraînera pas la dissémination d'espèces exotiques envahissantes.

La continuité écologique (transport des sédiments et circulation piscicole) devra être assurée à l'issue des travaux.

La plus grande transparence hydraulique sera recherchée dans la conception des installations et ouvrages dont un des objectifs est de ne pas former d'obstacle à l'écoulement des eaux (pas de modification de section, de vitesse, de hauteur d'eau). Les ouvrages ne devront aggraver les crues ni à l'amont ni à l'aval.

Les ouvrages et travaux ne réduiront pas la section naturelle du cours d'eau.

Les écoulements seront maintenus durant les travaux.

L'Office Français de la Biodiversité (OFB), la DDT (service de police de l'eau) et les maires des communes concernées seront prévenus de la date de début et de fin de chantier ainsi que du nom de la ou des personnes morales ou physiques retenues pour l'exécution des travaux au moins 15 jours avant la date prévisionnelle de début des travaux.

Coordonnées de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) :

téléphone - adresse e-mail : sd88@ofb.gouv.fr

Chef de Service Départemental	06.20.78.58.27	Chef Adjoint du Service Départemental	06.72.08.10.82
Unité Massif	06.20.78.58.11	Unité Plaine	06.72.08.11.59

Seront présents sur le chantier et pendant toute sa durée (donnés au responsable local sur le chantier) et communiqués à chaque entreprise intervenant sur le chantier :

- un exemplaire du présent dossier de déclaration,
- un exemplaire du récépissé de déclaration
- un exemplaire des prescriptions générales applicables.

Le demandeur prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute mortalité de la faune présente ou destruction de la flore présente sur l'emprise des travaux ou sur le tronçon impacté par les rejets éventuels.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins sont vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures). Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ.

Les abords du chantier seront nettoyés au fur et à mesure de l'avancement. Le cas échéant, les déblais seront régaliés de telle façon que toute possibilité qu'ils soient entraînés vers le cours d'eau soit écartée et sans constitution de rehaussement de berges ni de remblai en zone inondable.

Les travaux se feront si possible depuis la rive, en basses eaux.

En cas de déviations temporaire du cours d'eau, le nouveau lit comportera des dimensions adaptées aux conditions hydrauliques du cours d'eau. Le lit et les berges seront recouverts d'un géotextile synthétique non tissé ancrés en berge et au fond.

Dans le cas de mise en place d'une dérivation à l'aide de batardeaux et de canalisations et/ou pompes, la capacité des canalisations sera suffisante pour évacuer les eaux pendant la durée de l'intervention. Il en sera de même si des pompes sont utilisées.

Si un pompage dans une fouille s'avère nécessaire, les eaux d'exhaure seront évacuées vers un terrain à proximité pour décantation ou filtrées avant rejet. Dans le cas d'utilisation de ciment, le pH de l'eau pompée sera vérifié à l'aide de papier pH pour s'assurer de leur neutralité. Dans le cas contraire, les eaux seront neutralisées avant rejet.

Toutes les précautions seront prises pour éviter la pollution des eaux par entraînement de laitance de ciment (les coffrages seront étanches et les débordements de ciment et béton seront immédiatement récupérés), d'hydrocarbures ou par départ de sables, limons ou fines.

Les dispositifs de filtration devront être adaptés aux matériaux mobilisés et leur efficacité vérifiée au cours de l'exécution du chantier.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier et le stockage des déchets seront réalisés sur des aires aménagées à cet effet et équipées de dispositifs de rétention. Ces surfaces seront impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Les frayères, les faciès d'écoulement et les habitats aquatiques seront restitués dans leur état antérieur au démarrage des travaux, dans la mesure du possible avec les matériaux qui étaient initialement présents sur site.

Les matériaux grossiers naturels de diamètre supérieur à 2 mm extraits lors de l'opération seront remis dans le cours d'eau de manière à permettre le mécanisme de transport solide et à maintenir le lit dans son profil d'équilibre.

La remise en eau des tronçons mis à sec lors de l'opération est réalisée graduellement afin de limiter au maximum le départ de matériaux fins vers l'aval.

Dans le cas de reconstitution de berges après intervention, une stabilisation des matières meubles est nécessaire par la mise en place d'un géotextile biodégradable avec ensemencement à l'aide d'espèces résistantes à l'arrachement. Le cas échéant, un bouturage ou des plantations d'essences adaptées pourront être réalisées.

La ripisylve déboisée pour les besoins des travaux sera reconstituée dans l'année suivant les travaux (mise en place de jeunes plants ou bouturage d'essences adaptées en densité au moins équivalente). Les terrains utilisés, notamment pour les installations de chantier, seront remis dans leur état initial ou renaturés.

Les ouvrages ou installations seront régulièrement entretenus de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des milieux aquatiques. Ils seront compatibles avec les différents usages du cours d'eau.

Information concernant les réparations de murs empierrés : les interstices entre les pierres peuvent accueillir des chauves-souris, espèce protégée. Ils ne doivent pas être rejointoyés car la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos est interdite (article L 411-2 du Code de l'Environnement et arrêté de préservation du 23 avril 2007). Pour obtenir des informations sur les techniques à employer, prendre contact avec l'Office Français de la Biodiversité ou une association de protection de l'environnement ou des oiseaux.

B/ Selon le type de travaux à réaliser

Chapitre à adapter à la nature des travaux : **Rayer les paragraphes inutiles (ne pas enlever les paragraphes dans le document informatique : barrer les lignes)**. En cas de paragraphes supprimés abusivement un arrêté de prescriptions spécifiques sera fait pour les rétablir, ce qui aura pour conséquence **d'allonger le délai d'instruction**.

B.1/ Pose de buse - création ou réparation de pont

Rappel de l'article L 215-9 du Code de l'Environnement : "Le propriétaire riverain d'un cours d'eau non domanial ne peut exécuter des travaux au-dessus de ce cours d'eau ou le joignant qu'à la condition de ne pas préjudicier à l'écoulement et de ne causer aucun dommage aux propriétés voisines"

L'alternative avec un pont (sans emprise dans le lit) sera privilegiée systématiquement afin de limiter les interventions sur le lit mineur du cours d'eau et sur les cours d'eau pour lesquels la roche mère se trouve à proximité du fond du lit.

Les buses seront de section rectangulaire (cadres).

La section hydraulique de l'ouvrage ne sera pas inférieure à celle du cours d'eau à plein bord. Le dimensionnement de l'ouvrage n'occasionnera pas de modification de l'écoulement des eaux.

Le tirant d'air du pont ou de la buse sera suffisant pour permettre l'évacuation des flottants sans générer d'embâcles lors des crues : au minimum de 30 cm au-dessus du niveau de l'eau de la crue moyenne.

Le radier intérieur de la structure (fil d'eau) sera enterré au minimum de 30 centimètres (en tout point) sous le lit naturel aval afin de garantir la continuité du cours d'eau dans l'ouvrage.

Pour les travaux de sablage et de mise en peinture de l'ouvrage, une bâche sera mise en place pour récupérer les déchets. Ceux-ci seront évacués et traités selon la législation en vigueur

La vitesse maximale de l'eau dans l'ouvrage n'excédera pas 1 m/s afin de permettre la circulation de la faune piscicole sauf en cas de débordement du lit mineur ou si la vitesse à l'amont est déjà supérieure à cette valeur. Dans ce dernier cas, la vitesse maximale de l'eau dans l'ouvrage sera celle de l'eau en amont (sauf débordement du lit mineur).

Les ouvrages devront être entretenus régulièrement et les embâcles enlevées et évacuées en dehors de la zone inondable.

B11 / Cas des cours d'eau à faible pente (inférieure ou égale à 2%, localement au niveau des travaux) :

Dans le cas de buses cadres, l'ouvrage sera calé de niveau, en prenant le point aval comme référence, afin d'éviter l'existence d'une chute d'eau à sa sortie.

Le lit du cours d'eau sera reconstitué dans l'ouvrage, soit avec les matériaux du lit initial, soit à l'aide de matériaux alluvionnaires de granulométrie 0/80 mm, pour permettre la migration des poissons. Un lit mineur d'étiage non linéaire (sinueux) identique en dimensions (largeur, profondeur) au lit mineur d'étiage naturel sera reconstitué dans l'ouvrage.

Des blocs de granulométrie 150/200mm seront disposés de façon éparsée sur le fond du lit reconstitué afin de diversifier les écoulements.

Un seuil de stabilisation du profil en long sera réalisé à quelques mètres en aval de l'ouvrage. Le seuil sera composé de blocs de granulométrie 300/400mm disposés dans une bêche. La crête du seuil ne dépassera pas du fond du lit du cours d'eau.

Dans le cas d'un pont, les piédroits seront réalisés dans la berge, en prenant le haut de berge comme référence. Les semelles seront réalisées à 0,5 m minimum sous le fond du lit du cours d'eau. Au-dessus des semelles le lit sera recréé à l'aide de matériaux identiques en granulométrie et en nature à ceux constituant le lit naturel. La ligne d'eau et les fonds avant et après travaux ne doivent pas être modifiés.

B12 / Cas des cours d'eau à forte pente (supérieure à 2%, localement au niveau des travaux) :

Le dimensionnement intégrera la rugosité (interne) de l'ouvrage (« surdimensionnement »).

La pente de l'ouvrage sera réduite par rapport au terrain initial. Des aménagements amont et aval seront réalisés pour compenser la différence de niveau.

La rugosité dans l'ouvrage sera reconstituée de blocs scellés ou de barrettes munies d'échancrures, à raison d'au moins une barrette par élément cadre (à définir au point 3).

Le lit du cours d'eau sera reconstitué dans l'ouvrage entre chaque barrette à l'aide de matériaux de granulométrie 0/150 mm de même nature que ceux constituant le lit naturel, pour permettre la migration des poissons.

Des seuils de stabilisation du profil en long seront réalisés à quelques mètres en amont et en aval de l'ouvrage. Ils seront composés de blocs de granulométrie 300 à 500 mm disposés dans une bêche. La crête du seuil ne dépassera pas du fond du lit du cours d'eau. Ils seront pérennes.

B13 / Création d'un radier :

Dans le cas de la réfection ou de la création d'un radier (dalle de fondation), celui-ci sera réalisé au moins 0,50 m sous le fond naturel du cours d'eau. Dans la partie supérieure du radier, des blocs de granulométrie 300/400 mm seront ancrés aux deux tiers dans le béton à raison d'au moins 5 à 6

blocs par mètre carré (à définir au point 3). Après séchage, des matériaux identiques à ceux constituant le lit seront mis en place entre les blocs jusqu'au niveau du fond du lit.

B.2/ Seuil ou installation de moins de 20 cm de hauteur entre amont et aval

Le seuil en enrochements sera noyé et irrigué (seuil étanche non filtrant) en étiage et permettra la circulation de toutes espèces piscicoles et en tout temps.

Pour permettre le passage des poissons et rompre l'homogénéité du seuil, les enrochements mis en place seront de taille hétérogène. (*La granulométrie maximale utilisée est à préciser au § 3/B.2*).

B.3/ Enlèvements d'atterrissements / entretien du lit mineur (au titre de l'article L 215-14 du Code de l'Environnement)

Remarque : Pour les cours d'eau à faible pente, les causes de l'envasement sont à rechercher pour ne pas répéter cette intervention fréquemment (causes possibles : sur dimensionnement de lit, présence de point haut à l'aval, modification des débits liée à l'aménagement du bassin versant, ...), une meilleure gestion de l'écoulement est la meilleure solution (création d'un lit d'étiage par exemple).

Les interventions manuelles sont privilégiées pour le respect du milieu naturel aquatique.

La technique du griffage ou du hersage sera privilégiée pour rendre mobiles les matériaux.

Les végétaux ligneux qui se sont installés dans le lit mineur seront coupés.

L'arasement des atterrissements se bornera au décapage des parties mises à sec lors de l'étiage du cours d'eau.

Si les atterrissements sont composés exclusivement de sédiments fins (vase ou limon), la technique de l'aspiro dragage sera privilégiée.

Les matériaux serviront à combler des anses d'érosion à proximité immédiate ou seront régalés en pied de berge sans modifier les écoulements en période de crue et de manière à ce qu'ils soient remobilisables par le cours d'eau. Toute exportation est proscrite.

La végétation (herbacée ou arbustive) hors d'eau au débit moyen sera maintenue sur les berges.

Les fosses et les hauts fonds seront respectés avec la fréquence d'origine. Le lit d'origine du cours d'eau sera respecté : il ne sera pas fait de section de forme trapézoïdale, le lit ne sera ni approfondi, ni élargi.

B.4/ Enlèvement d'embâcles

Remarque : Si l'embâcle d'origine naturelle (branche d'arbre par exemple) n'impacte pas le fonctionnement hydraulique, et ne provoque pas d'inondation dans des zones habitées, il pourra être conservé au regard de la diversité qu'il procure au cours d'eau.

Dans le cas contraire, préalablement à son enlèvement, le nettoyage de la zone amont de l'embâcle sera effectué. Il permettra ainsi de récupérer les sédiments déposés ou les flottants piégés par l'obstacle.

Cette mesure empêchera le colmatage des zones à l'aval par la mise en suspension des sédiments et la dissémination des flottants au gré du courant. Le cas échéant, les déchets collectés seront éliminés selon la réglementation en vigueur.

Les travaux seront réalisés depuis les berges sauf en cas d'impossibilité technique à justifier.

L'arrachage et le dessouchage d'arbres en berge est à proscrire.

Les végétaux retirés du cours d'eau sont à traiter de manière adaptée (broyage, compostage ...).

La berge sera stabilisée après avoir retiré un embâcle (arbre déraciné) pour éviter toute érosion.

Dans la mesure du possible (s'ils n'engendrent pas de risques) et sans mettre en péril la stabilité du lit du cours d'eau, les arbres qui constitueraient des embâcles pourront être calés en rive. Rendus inoffensifs, ils continueront à jouer un rôle d'abris, de zones d'alimentation et de réserves de nourriture pour le poisson.

La végétation (arbustive et arborescente) à proximité du chantier sera élaguée.

B.5/ Traversée de cours d'eau (pose de canalisations ou de câbles enterrés)

Remarque : Dans la mesure du possible et sur les parties de cours d'eau très sensibles, la technique de fonçage doit être envisagée. Par ailleurs, le passage en « aérien » peut être envisagé dans le cas de la proximité d'un pont. Le câble ou la canalisation y seront fixés directement.

Les traversées de cours d'eau seront faites perpendiculairement à celui-ci afin de réduire le linéaire touché par les travaux.

L'enfouissement de la canalisation ou du câble se fera à une profondeur d'au moins 0,60 m afin d'éviter leur mise à jour après érosion de la zone de passage.

La partie de canalisation enterrée sous le cours d'eau ne comprendra aucun raccord.

Après le comblement de la saignée, le fond du lit sera reconstitué à l'identique (nature et granulométrie).

Les berges seront reconstituées à l'identique et pourront être renforcées par mise en place des techniques du génie végétal (tressage, fascinage)

Pour les petits cours d'eau, (1 trait sur les cartes IGN) les travaux seront systématiquement réalisés hors d'eau. Une technique de pompage, de busage ou de détournement sera utilisée.

Pour les cours d'eau plus importants (double trait) la technique de la fouille pourra être utilisée. Dans ce cas, un seuil temporaire sera édifié en aval pour contenir le départ de sable et réduire la vitesse du courant lors de la fouille ; le bief ainsi créé sera curé avant retrait du seuil.

B.6/ Débardage - Exploitation forestière

B61 / Exploitation forestière :

Les arbres seront abattus à l'opposé du cours d'eau. Dans le cas de chute d'un arbre au dessus d'un cours d'eau, celui-ci sera tiré en en dehors du cours d'eau avant démembrement.

Les rémanents seront stockés en dehors de la zone inondable du cours d'eau

B62 / Traversée de cours d'eau permanente :

Ne seront utilisées que les techniques suivantes :

- Pont ou buse cadre (voir rubrique B.1).
- Gué empierré : réservé à une très faible desserte et à des cours d'eau de faibles dimensions et dont les fonds sont composés de matériaux graveleux. En cas de passages répétés, la technique « rondins + buse PEHD + géotextile » sera utilisée : Mise en place d'un géotextile anti-contaminant ancré sur le fond du lit et sur les berges, puis mise en place d'une ou de plusieurs (en fonction du débit à faire transiter) **buses en P.E.H.D.** annelé et comblement des interstices à l'aide de rondins.

B63 / Traversée provisoire pendant la durée de la sortie des bois :

Utiliser le document de déclaration spécifique aux traversées provisoires de cours d'eau dans le cadre de travaux forestiers.

B.7/ Consolidation ou protection de berges par des techniques autres que végétales vivantes ou mixtes sur une longueur de moins de 20 mètres

Les techniques de protection par utilisation du Génie Végétal Vivant (génie végétal uniquement ou techniques mixtes avec enrochement de pied de berge et génie végétal vivant en bergé par exemple) seront privilégiées.

Dans ce cas, les espèces végétales seront choisies parmi les espèces naturellement présentes sur les berges des cours d'eau ou écologiquement adaptées. Les plantations de végétation à système racinaire peu profond, ne permettant pas une bonne stabilité des berges et pouvant entraîner des perturbations importantes sont proscrites (peuplier, épicéa...).

L'huile de coffrage sera utilisée de manière à ne pas causer de pollution des eaux.

Un batardeau parallèle au sens du courant sera construit pour isoler le chantier (en matériaux propres, un film plastique assurera l'étanchéité).

Les eaux de fouilles seront déversées limpides. Un seuil temporaire sera édifié en aval pour contenir le départ de sable et réduire la vitesse du courant lors de la fouille. Le bief ainsi créé sera curé avant retrait du seuil.

Les ~~laitances~~ de ciments seront confinées pour s'écouler lentement pour éviter toute pollution. Des mesures d'alcalinité seront faites (bandelettes PH) pour vérifier l'absence de pollution.

Le pétitionnaire doit s'assurer que les matériaux d'apports sont exempts de présence d'espèces indésirables (renouées du Japon, Balsamine de l'Himalaya, Ambroisie, Jussie ...)

Murs - enrochements :

Le ~~ped~~ du mur sera disposé en retrait du pied de berge naturelle afin de ne pas modifier la section hydraulique du cours d'eau.

La perte de diversité naturelle de la rive par l'installation du mur sera compensée par un pied de berge ou une ~~banquette enherbée~~ reconstitué en utilisant les matériaux issus de la fouille ou équivalent au fond naturel du cours d'eau. Sa largeur sera au minimum de 0,50 m.

En cas d'impossibilité, une ~~sous berge artificielle~~ sera constituée, ancrée dans le mur ou des anfractuosités pourront être créées. Le mur ou l'enrochement sera fondé à 0,50 m au minimum sous le fond du lit du cours d'eau.

Caractéristiques des roches:

La taille des enrochements sera de dimension hétérogène et adaptée à l'environnement.

Ils seront propres et exempts de matériaux de démolition ou de déchets de graniterie.

Des ~~interstices~~ sont à aménager à la base des enrochements, au contact avec l'eau afin de créer des abris pour les poissons (*si les roches sont cimentées*).

Certaines roches feront saillie vers le milieu du cours d'eau. (réduction de la banalisation du milieu) (*si enrochement des 2 côtés*).

L'installation des enrochements ne changera pas les caractéristiques naturelles du milieu : les travaux respecteront les diversités de largeur et de profondeur et de manière générale le profil en travers et le profil en long du cours d'eau.

Les souches d'arbres saines seront incorporées dans les enrochements (pour favoriser les rejets).

La terre végétale sera incorporée aux enrochements pour faciliter la reprise de la végétation.

L'utilisation de génie biologique (fascines, bouturage) sera utilisée surtout au dessus du niveau des eaux moyennes.

11) Engagement du pétitionnaire :

Le pétitionnaire s'engage :

- 1) à **respecter** les dispositions des **prescriptions générales** qui lui seront adressées, en particulier l'arrêté de prescriptions générales rubrique 3150,
- 2) à **respecter les engagements** de la présente déclaration (ci-dessus) si celles-ci ne sont pas contraires aux prescriptions générales,
- 3) à **communiquer** à la DDT, aux maires et à l'OFB, au moins 15 jours à l'avance, les dates prévisionnelles de début et de fin de chantier et le nom des personnes retenues pour exécuter les travaux,
- 4) à **transmettre une copie** du récépissé et du présent document à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

Nota : le demandeur pourra utilement prendre des photos lors du chantier.

Date : 19/12/2024

Nom du représentant légal du pétitionnaire :

Signature du pétitionnaire ou de son représentant légal :

L'Adjoint au Chef du Service Ingénierie Routière,

Laurence VERNIER



Penser à garder un exemplaire du présent dossier pour l'exécution du chantier (présence d'une copie du récépissé sur le chantier et respect des engagements).

